



COLLABORATION

EXERCICE INTER-SERVICES AU PAYS-D'ENHAUT

PRÈS DE CENT PERSONNES ONT PARTICIPÉ À UN EXERCICE
GRANDEUR NATURE DANS LA RÉGION DE CHÂTEAU-D'ŒX

Solidaire et réactive face à la crise sanitaire



L'année qui s'achève a été marquée par la pandémie provoquée par un nouveau coronavirus. Depuis mars, nos vies, privée et professionnelle, ont été bouleversées. Mesures barrières, semi-confinement, télétravail, port du masque, traçage font désormais partie de notre quotidien.

2021 risque d'ores et déjà de ressembler à 2020. Cette perspective n'est certes pas réjouissante. Mais l'effort pour barrer la route au virus doit continuer. Il s'agit d'éviter que la Covid-19 fragilise et mette en danger les personnes plus vulnérables, paralyse nos hôpitaux, voire les activités sociales, culturelles, et économiques du canton.

Dans ce contexte préoccupant et inédit, la Police cantonale vaudoise a joué et joue un rôle fondamental pour enrayer la pandémie, au sein du Plan ORCA, tout en assurant l'accomplissement de ses missions ordinaires.

L'ensemble des collaboratrices et des collaborateurs se sont engagés et s'engagent avec compétence et solidarité dans l'exécution des tâches que les autorités leur ont confiées.

Parmi celles-ci, je voudrais souligner les investigations menées notamment par la brigade financière dans les cas de fraudes aux aides liées au Covid-19. Il s'agit là d'un travail remarquable, toujours en cours, qui doit permettre au Ministère Public de faire toute la lumière sur ces affaires.

Toutefois, la crise sanitaire, même si elle a beaucoup occupé la Police cantonale, ne doit pas occulter le reste de ses activités et les projets qu'elle développe pour améliorer ses prestations, à l'image du projet CoRe.

L'acronyme, qui signifie Coopération Renforcée, se réfère au développement de la collaboration entre la Police cantonale et un certain nombre de corps régionaux. Dans le cadre du Plan ORCA, des patrouilles intégrant des agent.e.s de la Police cantonale et des polices régionales ont été constituées pour renforcer et mieux coordonner les missions sécuritaires sur le terrain.

Ces collaborations pourraient se poursuivre à plus long terme sur le modèle du projet Regio qui a rapproché depuis mars 2019 la Police cantonale et celle de l'Ouest lausannois.

Cette évolution est à saluer. Elle démontre en effet qu'une coordination accrue est nécessaire et bienvenue si l'on veut disposer des ressources en personnel, en équipement et en compétences susceptibles de répondre aux défis de la police de proximité et de la lutte contre la criminalité. En un mot, une police efficace est une police qui sait accorder ses forces dans un but commun : la protection et la sécurité de la population.

Je vous remercie, avec le Conseil d'Etat, pour tout le travail accompli et je vous souhaite une très bonne année 2021.

Béatrice Métraux

Conseillère d'Etat, cheffe du Département de l'environnement et de la sécurité du canton de Vaud

SOMMAIRE

N° 119

décembre 2020



Edito de la conseillère d'Etat	3
Mot du commandant	5
« Ces exercices inter-services renforcent notre cohésion »	6
Campagne nationale contre les cyberescroqueries 2020	8
Nouvelle tenue pour le personnel du CET	12
Pourquoi le développement durable à la Police cantonale ?	13
Rencontre avec un instructeur du peloton cycliste	14
Une journée avec le poste de Morges	16
Crédit COVID : le point sur les fraudes	18
Exercice coordonné Gendarmerie IJM et Spéléo-Secours Suisse	21
Regards sur les prisons en temps de pandémie	22
Depuis près de 14 ans, la Police cantonale vaudoise s'implique dans la formation d'apprentis	25
9 ^e Championnat d'Europe de Cyclisme de Police	27
L'officier sport de la Polcant passe la main : « J'aimerais maintenant commencer une collection de timbres ! »	28

IMPRESSUM

DONNÉES DE DIFFUSION

Paraît 4 fois par an
Tirage 3'981 exemplaires
Tirage contrôlé par la REMP

ÉDITEUR

Police cantonale vaudoise
Direction communication et relations avec les citoyens. Centre Blécherette - 1014 Lausanne

COMITÉ ÉDITORIAL

Jean-Christophe Sauterel, rédacteur en chef ;
Florence Maillard, rédactrice en chef adjointe ;
Alexandre Bisenz, responsable d'édition

RÉDACTEURS

Alexandre Bisenz, Aurélie Chevallaz,
Valérie Ducommun-dit-Verron, Florence Maillard,
Alessio Meli, Yves Moser, Daniel-René Pasche,
Coralie Rochat.

PHOTOGRAPHIES

Police cantonale vaudoise, Service pénitentiaire vaudois.

MISE EN PAGE

Next Communication SA,
Police cantonale vaudoise

RELECTURE

Police cantonale vaudoise

IMPRESSION

Imprimerie Baudat, La Vallée de Joux

100% COMPOSTABLE ET BIODÉGRADABLE

Polcant info est envoyé dans un emballage écologique d'origine végétale fait de fécule de pommes de terre.

ABONNEMENT

Revue distribuée gratuitement à tous les membres de la Police cantonale, aux polices vaudoises, aux polices de Suisse, aux autorités civiles et judiciaires cantonales et fédérales, aux partenaires privés et à nos annonceurs.

CONTACT

communication.police@vd.ch
021 644 81 90 - www.police.vd.ch

PUBLICITÉ

Next Communication SA - 021 654 05 70

© Police cantonale vaudoise
Toute reproduction autorisée avec l'accord de l'éditeur.



2020, une année à oublier, vraiment ?



Le COVID a déjà fait couler beaucoup d'encre, noire le plus souvent.

Il fera sans doute de 2020 dans la mémoire collective une année à oublier, un champ de batailles sanitaires, politiques, scientifiques, le cimetière de tant de projets de toute nature, d'un EURO, de Jeux olympiques, de festivals, de fêtes. Mais – hélas – le cimetière tout court aussi pour un certain nombre de malchanceux, ce qui devrait suffire à relativiser tous les autres tracasseries susceptibles d'être rapidement effacés par le temps.

C'est donc mus par la compassion et la solidarité, la gratitude aussi vis-à-vis de celles et ceux qui ont tout donné pour aider la population à surmonter la crise, et non par le besoin de passer très vite à autre chose que nous devrions tourner la page de ce millésime.

Cela dit, levons la tête et regardons autour de nous. Donnons également un coup d'oeil dans le rétroviseur. Chacune et chacun d'entre nous saura extirper de cette année dite maudite des raisons d'espérer. Qui sur un plan privé ou festif, grâce à un mariage ou une naissance, une réussite à des examens, un succès sportif à forme d'une promotion ou d'un titre, des JOJ magnifiquement organisés et maîtrisés, des vacances particulières subrepticement glissées dans l'interlude sanitaire estival. Qui sur un plan professionnel, par un engagement, une nomination à une fonction supérieure, des enquêtes brillamment et rapidement élucidées, un comportement sur le terrain irréprochable, une sensation de travail bien fait. Par la certitude d'avoir mérité la reconnaissance et l'admiration de ses collègues, où qu'ils ou elles se situent dans la hiérarchie.

On ne peut pas gommer de sa mémoire les moments malheureux de 2020. Mais on ne doit pas oublier non plus toutes les raisons d'espérer et de sourire que nous avons vécues.

Qui sait si, en définitive, l'Histoire à laquelle je faisais allusion au début de mon propos ne dira-t-elle pas, parlant des acteurs publics qui se sont dévoués corps et âmes à la gestion de la crise : « Ils ont été fantastiques ! » En tout cas, moi, je le pense et je vous l'écris !

Merci à toutes et tous d'avoir été à la hauteur des attentes !

Jacques Antenen
Commandant de la Police cantonale

« Ces exercices inter-services »

Pas d'excitation, malgré la présence de près de 80 personnes engagées pour intervenir véhicules et cinq occupants. Trois d'entre eux sont gravement blessés. Pas d'excitation des intervenants. Ce genre d'exercice a lieu chaque année dans la région et contribue

Ce samedi de la fin octobre, peu avant 8h00, c'était le branle-bas de combat au Pays-d'Enhaut, les gendarmes du poste de Château-d'Œx, les pompiers du SDIS Pays-d'Enhaut, les ambulanciers des Ambulances Clerc de Monthey et du CSU CAVD, la colonne de secours du Pays-d'Enhaut ainsi que la Rega étaient engagés sur un accident de la circulation. Sur le pont de la route cantonale enjambant la Sarine entre Montbovon et Château-d'Œx, deux véhicules sont entrés en collision frontale, après un dépassement hasardeux et un motard voulant les éviter a fini sa course dans un ravin. Il est gravement blessé. Sur la route, deux autres blessés graves doivent être désincarcérés de leur véhicule. La situation créée pour l'exercice était complexe et poursuivait plusieurs buts, notamment l'amélioration de la collaboration entre les services de secours du Pays-d'Enhaut et leurs partenaires (Rega, ambulances), ainsi que l'entraînement de la communication et de la collaboration entre tous les acteurs dans un terrain difficile, avec la coordination que cela impose (cordes, sécurité...).



Le scénario de l'exercice prévoyait une collision frontale entre deux véhicules.



Arrivés en premier sur les lieux de l'accident, les gendarmes sécurisent la circulation.



Après avoir procédé à la désincarcération, les pompiers aident à l'extraction des blessés coincés dans leurs véhicules.



renforcent notre cohésion »

sur un accident de la route à proximité de Château-d'Œx impliquant quatre donc, mais un professionnalisme et une efficacité à toute épreuve de la part de chacun à renforcer la cohésion des secours.

@ Alexandre Bisenz

Depuis 2010, un exercice inter-services est régulièrement organisé selon différents scénarios par le Centre de secours et d'urgences du Chablais et des Alpes vaudoises situé à Aigle (CSU-CAVD). Chaque année, les services du Centre de secours se réunissent autour de Valérie Aigroz, ambulancière ES auxiliaire et coordinatrice de l'exercice, et proposent aux autres partenaires une mise en situation à entraîner. L'adj. Jean-Luc Raboud, chef du poste de Château-d'Œx, explique : « Ces entraînements sont très importants. Nous sommes une région de montagne, les habitants se connaissent et le fait de se retrouver régulièrement pour ces exercices crée des liens entre les intervenants. Bien sûr, chacun sait ce qu'il doit faire, mais créer un lien personnel renforce considérablement l'efficacité des gens engagés sur le terrain. » Bien que s'agissant d'un cas de figure fictif, la réalité des accidents n'est jamais bien loin du scénario entraîné ce matin-là. Il conclut : « Quel que soit le scénario entraîné chaque année, ces exercices sont bénéfiques pour nous et pour la population de la région. »



Une fois les blessés sortis, les ambulanciers prennent le relais pour les évacuer vers les hôpitaux de la région.



La Rega a participé à l'exercice en dépêchant une équipe sur place.



Les premiers debriefings ont débuté sur les lieux de l'exercice, ici les ambulanciers.



L'exercice a été suivi par une mise à jour des connaissances de sécurité liées aux interventions avec un hélicoptère faites par les membres de la Rega.



Le retour d'exercice a été fait sur place par Valérie Aigroz du CSU-CAVD, coordinatrice de l'exercice.



La colonne de secours a pris en charge le motard qui a chuté dans le ravin en voulant éviter l'accident.

Campagne nationale contre les cyberescroqueries 2020

Le 1^{er} décembre 2020, la troisième partie de la campagne nationale de prévention des cyberescroqueries « Et vous ? Vous auriez dit oui ? » a été lancée sur le thème du grooming en ligne. Celle-ci fait suite à une partie consacrée à la sextorsion et à une autre dédiée aux arnaques Microsoft, lesquelles ont respectivement démarré le 16 avril et le 8 septembre 2020. Ainsi, dans cette campagne, les polices suisses et la Prévention suisse de la Criminalité (PSC) unissent leurs forces avec anibis.ch pour conseiller la population sur les bons comportements à adopter afin d'éviter les dangers liés à ces escroqueries.

@ Valérie Ducommun-dit-Verron

Une campagne nationale sur deux ans

En 2019, les corps de police cantonaux, régionaux et municipaux de Suisse ainsi que la PSC ont débuté une campagne nationale de prévention ayant pour but de sensibiliser le grand public aux risques potentiels liés à l'utilisation d'internet, ceci avec le soutien d'anibis.ch, la plateforme la plus importante d'annonces gratuites en Suisse romande. Dans ce cadre, trois clips vidéo d'environ une minute chacun, consacrés aux escroqueries sur les plateformes de petites annonces, aux escroqueries sentimentales et aux money mules, ont été diffusés dans les médias de même que sur les réseaux sociaux, et ont été relayés sur tous les canaux de communication d'anibis.ch.

Cette campagne s'est poursuivie cette année autour de trois thématiques également. Après une première partie de campagne traitant de la sextorsion et une deuxième partie consacrée aux arnaques Microsoft, la troisième partie cette campagne, avec cette fois pour sujet le grooming en ligne, a débuté le 1^{er} décembre 2020. Elle clôture ainsi ces deux premières années dédiées à la prévention des cyberescroqueries. En lien avec la campagne, diverses autres actions de sensibilisation ont été entreprises en parallèle dans les cantons, telles que la diffusion de matériel visuel, la publication d'articles sur des sites internet ou des conférences.

Pour l'officière spécialiste Olivia Cutruzzolà, cheffe de section de la prévention criminelle et coordinatrice de cette campagne, « ces sensibilisations sont indispensables car le nombre de plaintes enregistrées pour des cyberescroqueries ne cesse d'augmenter. Les gens sont toujours plus connectés, qui plus est en période de pandémie où les contacts physiques sont restreints, et les escrocs redoublent d'imagination afin d'abuser de leurs proies. Les thèmes de la campagne sont choisis selon deux critères principaux : le nombre de victimes et la gravité en matière d'impact psychique et physique pour ces dernières.»

Malheureusement, certaines victimes de ce type d'escroqueries éprouvent de la honte à s'être ainsi fait avoir et décident alors de ne pas s'adresser aux forces de l'ordre. « La police n'est pas là

pour juger les victimes mais bien pour les aider à obtenir réparation ! Chacun peut devenir un jour la victime de cyberescrocs car leurs modes opératoires sont toujours plus professionnels et le temps passé sur nos smartphones et autres ordinateurs est également toujours plus long. C'est pourquoi nous invitons les victimes à ne pas hésiter à annoncer leur cas, voire à déposer plainte pénale », précise l'officière spécialiste Olivia Cutruzzolà.

En quoi consiste la sextorsion ?

Il existe trois différents types de sextorsion. Dans la variante classique, les cibles sont contactées sur les réseaux sociaux par de séduisantes inconnues qui souhaitent être admises dans leur liste d'amis. Si elles acceptent, leurs nouvelles amies virtuelles leur proposent de converser avec elles, d'abord via tchat puis appel vidéo. Après avoir montré l'exemple, les séduisantes inconnues invitent leurs cibles à se déshabiller et/ou à accomplir des actes sexuels. Les gestes des victimes devant leur webcam sont ainsi enregistrés à leur insu. Peu après, elles seront contactées par des maîtres-chanteurs qui leur demanderont de l'argent, sous peine de voir les images diffusées.

Dans la variante malware, les appareils de personnes qui surfent sur des sites pornographiques spécialement préparés sont infectés par un logiciel malveillant (malware). Celui-ci active la webcam des cibles pendant qu'elles regardent de la pornographie sans qu'elles ne se doutent de rien. Ces vidéos, souvent compromettantes, sont transmises à des criminels qui font alors chanter leurs victimes en les menaçant de publier leurs vidéos ou de les envoyer à la liste d'amis qu'ils ont pris soin de leur voler.

La variante spam concerne des tentatives de chantage envoyées à de nombreuses personnes sous forme de « menaces creuses » dans des spams. Les malfaiteurs espèrent en effet que parmi les destinataires se trouvent des personnes qui ont récemment regardé de la pornographie et que, intimidées par la menace, elles paient ce qui leur est réclamé. Dans ces cas-là, les ordinateurs des cibles ne sont pas infectés et les escrocs ne possèdent aucun matériel compromettant.



Et vous ?
Vous auriez
dit oui ?



Sur internet
aussi
Soyez vigilant !

VOTRE POLICE

COMMENT SE PRÉMUNIR DE CES ESCROQUERIES ?

Les histoires racontées dans les trois clips vidéo de la campagne nationale contre les cyberescroqueries de cette année ont toutes pour but de transmettre les quatre mêmes conseils généraux en matière de comportement à adopter lorsque vous utilisez internet. Déjà en suivant ceux-ci, vous minimisez considérablement votre risque de vous retrouver victime d'un cyberescroc. Ainsi, ne vous fiez jamais à une personne que vous ne connaissez que par internet. De plus, ne transmettez jamais de mots de passe et de documents officiels comme une carte d'identité, un passeport ou un permis de conduire. Par ailleurs, ne divulguez jamais de photos ou d'informations intimes. Enfin, ne versez jamais d'acomptes sans être sûr de la fiabilité de votre interlocuteur.



Et vous ?
Vous auriez
dit oui ?



Sur internet
aussi
soyez vigilant !

VOTRE POLICE

UNE ÉTRANGE DISSONANCE

Que ce soit pour relater l'histoire de Léo, qui s'est laissé séduire par le personnage fictif d'Anna pour se retrouver ensuite victime de chantage, celle de Simon, qui a laissé Martin prendre frauduleusement le contrôle de son ordinateur, ou encore celle de Christine, qui a laissé un pédophile approcher sur internet sa fille Léa pour ensuite abuser d'elle, les trois clips vidéo s'articulent autour de la même trame narrative. Celle-ci met en avant la différence entre des comportements dangereux que l'on adopte sur la toile sans y réfléchir mais en aucun cas dans la vie réelle. De la sorte, le spectateur est chaque fois amené à s'interroger sur l'attitude qu'il aurait lui-même eue dans une telle situation avec la question « Et vous ? Vous auriez dit oui ? ».

Qu'est-ce que l'arnaque Microsoft ?

Au téléphone, des criminels se font passer pour des employés de Microsoft ou d'une toute autre société informatique. Ils appellent leurs cibles en prétendant la survenue d'un problème technique mais leur véritable intention consiste à les convaincre de leur laisser prendre le contrôle à distance de leur ordinateur, de télécharger un programme ou encore de consulter un site piraté mais en apparence identique au site officiel dans le seul but de voler leurs identifiants.

D'une manière ou d'une autre, les malfaiteurs réussissent à accéder directement à l'appareil de leurs victimes pour ensuite intercepter leurs mots de passe ou télécharger les informations stockées sur celui-ci, ceci afin de mieux prendre contrôle de leur vie numérique. Les prétendus services d'assistance étant parfois payants, les escrocs peuvent aller jusqu'à demander à leurs cibles de communiquer leur numéro de carte de crédit qu'ils utiliseront ensuite de manière abusive.

Comme les numéros d'appel sont susceptibles d'être manipulés, les victimes peuvent ainsi reconnaître sur l'écran de leur téléphone le véritable numéro de la société en question. Il arrive aussi de plus en plus que ces soi-disant opérateurs de centre d'assistance se fassent appeler par leurs propres cibles. Le mode opératoire est alors le suivant : alors que la personne surfe sur internet, une fenêtre de type publicitaire s'affiche à l'écran, l'informant d'un soi-disant problème technique. Cette fenêtre reporte un numéro de téléphone suisse à appeler pour résoudre le problème. C'est là que les criminels entrent en jeu et parviennent à obtenir de l'argent de leurs victimes pour de prétendus programmes anti-virus.

De quelle manière se déroule le grooming en ligne ?

Tous les inconnus sur internet ne représentent pas un risque pour les enfants ou les adolescents, loin s'en faut. Toutefois, il existe bel et bien des gens mal intentionnés qui sont à l'affût de jeunes. Ce sont des groomers, c'est-à-dire des personnes qui cherchent à contacter des mineurs sur internet à des fins sexuelles. Il s'agit généralement d'hommes adultes mais il peut aussi s'agir de femmes ou de mineurs plus âgés.

Certains recherchent une excitation sexuelle, par exemple en regardant des photos dénudées d'enfants et d'adolescents ou en les observant lors d'actes sexuels. D'autres utilisent internet pour faire connaissance de jeunes dans la réalité et avoir ensuite des relations sexuelles avec eux. Ces prédateurs peuvent aussi rechercher de la pornographie enfantine afin de vendre celle-ci ou alors faire chanter leurs victimes.

Les groomers recherchent généralement des enfants et des adolescents qui manquent de confiance en eux ou qui ont besoin d'attention. Tout d'abord, ils tentent d'établir des liens d'amitié avec leurs cibles via les réseaux sociaux ou les jeux en ligne. Ce faisant, ils essaient d'obtenir de leur part des informations personnelles. Ensuite, ils tentent de les approcher, de manière plus discrète, en dehors du réseau ou du jeu. Ils peuvent alors passer à des questions ou des actes à connotation sexuelle. Souvent, ces interactions ne dépassent pas le stade virtuel mais, dans certains cas, elles peuvent aboutir à un vrai rendez-vous. Les cibles sont mises sous pression ou manipulées de telle sorte que celles-ci n'osent pas parler à leurs parents ou à d'autres adultes de ce qu'elles subissent.



**Le prêt hypothécaire
pour le plus bel endroit
du monde.**

Financez le logement de vos rêves avec nos taux d'intérêts attractifs.

Faites un grand pas vers la réalisation de votre accession à la propriété.
Convenez dès aujourd'hui d'un entretien-conseil sur banquemigros.ch/prethypotecaire.

BANQUEMIGROS
Comptez sur nous.

Nouvelle tenue pour le personnel du CET

Depuis le mois d'octobre 2020, les membres du CET portent une nouvelle tenue uniformée. Elle leur permettra de se différencier des autres collaborateurs de la Police cantonale, mais également des opérateurs du 118 et du 144 dans le futur bâtiment ECAvenir, uniformés eux aussi.

@ Alexandre Bisenz



Les policiers œuvrant à la centrale seront en bleu et le personnel non policier – certains opérateurs trafic par exemple – en gris.

C'est fait... le personnel du CET (les opérateurs, les OTP et le personnel du BRP) porte officiellement depuis le 12 octobre une nouvelle tenue. En soi, le projet d'un habillement dédié au personnel du CET n'était pas nouveau, mais le futur regroupement des centrales à la Grangette a permis au commandement de la Police cantonale de remettre l'ouvrage sur le métier et de le concrétiser. Cette ligne intérieure renforcera l'image des collaborateurs de la Polcant. Il leur permettra également de se différencier de ceux portés par

les opérateurs du 118 et du 144 dans le futur bâtiment ECAvenir. Chacun sera ainsi facilement reconnaissable. Sur cette nouvelle tenue qui reprend les couleurs Police, les fonctions sont relevées par un insigne (chef-fe du CET, chef-fe des opérations, opérateur, opératrice...), complété par le badge du corps d'origine, gendarmerie ou police de sûreté. Le personnel non policier a reçu un uniforme gris qui le différencie des policiers, sans badge pour l'instant, mais celui-ci viendra compléter la tenue d'ici quelque temps.



La tenue reprend le bleu police et le badge du corps d'origine de chaque collaborateur, ici, la gendarmerie.



Les membres du BRP ont eux aussi revêtu leur uniforme. Là encore, bleu pour les policiers et gris pour les non policiers.

Pourquoi le développement durable à la Police cantonale ?

En juin 2018, le Conseil d'Etat a décidé de créer un comité interdépartemental pour le développement durable au sein de l'administration cantonale vaudoise. A l'instar de tous les services, la police cantonale remplit sa part.

@ Alexandre Bisenz

Fontaines à eau, gobelets à café réutilisables, réglages plus économes des installations électriques, achats prévus de véhicules électriques : le concept de développement durable prend peu à peu ses marques à la Police cantonale. Mais d'où vient cette nouvelle politique ?

Le commissaire principal Roger Muller, directeur du support et en charge de la mise en place de la politique de développement durable à la Police cantonale, nous explique : « Cette politique vient d'une volonté du Conseil d'Etat qui, en juin 2018, a décidé de créer un comité interdépartemental pour le développement durable au sein de l'administration cantonale vaudoise. En août 2019, cette volonté fut suivie par la création d'un réseau de répondants dans tous les départements. Tous les services de l'administration ont été impliqués dans la démarche et sont invités à proposer des cibles ou des objectifs à atteindre. Après validation par le Conseil d'Etat, ces engagements seront rassemblés pour former le cœur du programme qui créera une vision globale des actions du canton en faveur du développement durable. Ce projet de l'administration vaudoise a été nommé « Agenda 2030 », reprenant l'appellation donnée au plan d'action qui a été adopté à l'unanimité en 2015 par l'Assemblée générale des Nations Unies. Ce plan s'est concrétisé par la formulation de 17 objectifs qui couvrent des thèmes très divers. Puis, ces objectifs ont eux-mêmes été divisés en 169 cibles qui forment la substance

de l'Agenda 2030. Une partie de ces cibles devront être développées dans le cadre du projet cantonal. Elles sont encore à définir et à valider au niveau politique.

« Pour en revenir à la Police cantonale, reprend Roger Muller, le commandant nous a mandaté afin de créer une structure comprenant des représentants des différents corps pour qu'ils forment un groupe de référence dans le domaine du développement durable. Ce groupe, déjà constitué, a dû stopper ses travaux à l'arrivée du Covid ce printemps. Si le développement de la pandémie le permet, il devrait prochainement reprendre son activité. Il récoltera les idées des collaborateurs et étudiera leur faisabilité pour les transformer, ou non, en propositions concrètes. » Roger Muller conclut : « De manière générale, on confond souvent développement durable et écologie. Tout en étant liés, ces deux concepts ne représentent pas la même chose : l'écologie n'étant qu'une partie de la démarche contenue dans ce que l'on appelle le développement durable. Il y a une phrase, tirée du rapport Brundtland de 1987, qui dit : Le développement durable est un développement qui répond aux besoins du présent, sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs. C'est une formule qui résume bien ce que nous devons mettre en place. Alors faisons-le pendant que nous en avons encore le temps. »



Les 17 objectifs de développement sont la substance de l'Agenda 2030. Ils tiennent compte des dimensions économiques, sociales et environnementales du développement durable. Pour la première fois, ils intègrent dans un dispositif commun l'éradication de la pauvreté et le développement durable.

Rencontre avec un instructeur du peloton cycliste

Depuis 1997, de nombreuses actions ont été mises en place comme le concept de patrouilles cyclistes. Les vélos accompagnent les patrouilles motorisées et pédestres. Ce nouveau moyen de proximité avec la population connaîtra peut-être une évolution au cours des prochaines années, nous explique le sgt Julian Ittig, instructeur peloton cycliste.

@ Aurélie Chevallaz





Comment est né le concept des patrouilles cyclistes ?

Les premières patrouilles de gendarmes cyclistes ont vu le jour en 1997, lors du championnat du monde de VTT à Château-d'Œx durant lequel une première brigade assurait la sécurité de l'événement à vélo. Puis, l'expérience a été renouvelée lors de l'Expo.02, à Yverdon-les-Bains. Les citoyens, enthousiastes, ont montré leur intérêt pour cette nouveauté, c'est pourquoi les communes ont demandé une présence plus régulière de ces brigades.

Quelles sont vos principales missions ?

Les patrouilles font principalement de la police de proximité. Cela permet aux citoyens de contacter les gendarmes plus facilement. C'est aussi l'occasion de rappeler à notre population quelques règles de sécurité à vélo et d'échanger sur le sujet. Les patrouilles sont aussi présentes lors d'événements particuliers ou de manifestations, comme les rentrées scolaires ou les événements sportifs, etc. Le secteur couvert est limité mais il n'empêche pas aux policiers d'intervenir pour des missions 117 ou d'effectuer par exemple des contrôles dans différents domaines.

Quels sont les avantages d'utiliser ce moyen de transport lors de patrouilles ?

Les gendarmes roulent à faible allure, le contact avec la population est plus facile et les gendarmes peuvent répondre aux questions qu'on leur pose spontanément. Cette nouvelle forme de proximité développe chez les citoyens un meilleur sentiment de sécurité et permet à la police d'être plus proche des citoyens. L'utilisation des vélos est écologique et permet également aux gendarmes de pratiquer une activité sportive tout en travaillant. La rapidité de déplacement est parfois améliorée, surtout lorsque les routes sont étroites ou qu'il y a des embouteillages.

Et les inconvénients ?

L'inconvénient principal est la météo. En effet, les brigades cyclistes partent en mission seulement en cas de beau temps pour une question de sécurité. De manière générale, ils utilisent ce moyen de transport d'avril à octobre. Ils sont aussi limités dans les distances et une patrouille à vélo sera plus à l'aise dans une localité proche de son poste. De plus, selon la situation, une patrouille en voiture serait peut-être mieux adaptée : un auteur qui prend la fuite par des chemins inaccessibles en voiture tournera à l'avantage

des cyclistes et à l'inverse une patrouille motorisée sera plus adaptée pour un auteur s'enfuyant par une route principale. Un autre désavantage serait le manque d'équipement et le manque d'effectif pour constituer ces groupes cyclistes. Le but de ces brigades est de disposer d'un minimum de matériel en voulant rester léger.

Comment se déroule la formation pour rejoindre la brigade cycliste ?

Jusqu'en 2019, la formation de base d'une journée pour piloter des vélos et rejoindre le peloton cycliste était obligatoire, suivie d'une demi-journée par année de formation continue. Savoir manier l'engin, éviter les obstacles, descendre les escaliers et se défendre avec un vélo sont tous des éléments d'apprentissage. En juin 2020, cette formation devait avoir lieu en commun avec la police de l'ouest lausannois (POL). Elle sera repoussée en 2021 en raison de la crise sanitaire. Cette collaboration est le fruit d'un nouveau modèle de formation sous la direction du plt Steve Demierre. Depuis 2019, une nouvelle note de service mentionne que le peloton est composé de vingt personnes dont trois instructeurs. Ces spécialistes sont répartis dans les différents postes de gendarmerie et seuls ceux-ci sont astreints à suivre les formations. Intégrer une patrouille cycliste permet aux gendarmes d'effectuer des missions de plus grande envergure ou du maintien d'ordre lors de grandes manifestations. Toutefois, pour intégrer une patrouille cycliste, il faut attendre qu'un collègue abandonne cette spécialisation, étant donné que le nombre est limité.

Est-ce que d'autres gendarmes peuvent intégrer les patrouilles cyclistes ?

Les collègues qui ne font pas partie du peloton et qui ont un intérêt pour le cyclisme peuvent utiliser ce moyen de transport dans leurs activités sans passer par la formation. Si le poste de gendarmerie est équipé de vélos, les gendarmes ont la possibilité de patrouiller à leur libre appréciation, par contre, leurs missions seront plutôt tournées vers la proximité.

Qu'en est-il de l'avenir des patrouilles cyclistes ?

Au vu des retours très positifs de cette expérience, il est probable bien que ces brigades soient maintenues et même qu'elles évoluent au fil du temps notamment lors de grandes manifestations ou de disparitions par exemple.

Une journée avec le poste de Morges

Le poste de Morges est le premier poste de gendarmerie entré en fonction dans le canton de Vaud en 1803. Le bâtiment est composé de la gendarmerie, mais aussi de la police de sûreté, de l'office des poursuites, de la préfecture et du Ministère public d'arrondissement de la Côte. Ce regroupement permet une meilleure collaboration entre les gendarmes et les autres entités. Le poste réunit une équipe de neuf gendarmes qui se relaient chaque jour dans un secteur qui regroupe 19 communes, soit environ 16'000 habitants. En passant la journée dans cet office, j'ai découvert le déroulement des principales activités de la gendarmerie, même si dans ce métier, une journée est rarement similaire à une autre.

@ Aurélie Chevallaz

Description des activités :



8h10

Départ de la première patrouille

Une première patrouille part en mission dès le matin. Les gendarmes préparent le matériel nécessaire en cas d'intervention et effectuent un briefing si un événement particulier est prévu dans la journée. Au programme : la surveillance d'une zone « riverains autorisés » et divers contrôles circulation.



9h30

Visite à la commune d'Apples

Le contact entre les communes et les gendarmes est d'une grande importance car il permet à ceux-ci de prendre connaissance des problématiques de la région. Il favorise aussi l'échange d'informations et de témoignages sur les incivilités. C'est aussi l'occasion pour les communes de leur remettre les objets trouvés. Ces objets seront ensuite enregistrés dans une base de données et les gendarmes feront, par la suite, des recherches pour retrouver le propriétaire.



11h30

Police de proximité dans une école

Pour terminer la matinée, les gendarmes se rendent dans une école. En effet, lors de la sortie des classes, la présence d'une patrouille peut s'avérer utile car beaucoup de parents viennent chercher leur(s) enfant(s) et s'arrêtent régulièrement sur la ligne des bus au lieu des places de parc. Les gendarmes sont également présents lors des campagnes de prévention routière et échantent avec la direction sur les infractions commises à l'école et sur les mesures à mettre en place.



13h00

Ouverture du guichet

La réception du poste de Morges est ouverte au public les mardis matin et les jeudis après-midi. Durant les jours ouvrables, les citoyens peuvent aussi contacter le poste par téléphone. Les habitants peuvent déposer plainte, se présenter dans le cadre d'une perte de documents comme les pièces d'identité ou demander toutes sortes de renseignements. Ils peuvent aussi venir pour une audition lors d'une enquête.



14h25

Transfert d'un détenu

Le poste de Morges se situe tout près du centre pénitencier de Lonay. Une des missions des gendarmes consiste à effectuer des transferts de détenus : ceux-ci sont habituellement amenés au Centre d'Imagerie de Morges (CIM), s'ils ont besoin d'exams en radiologie, ou alors au poste de gendarmerie s'ils doivent être entendus par les procureurs. Lorsqu'un transfert est réalisé, une patrouille est toujours composée d'au minimum deux gendarmes. Un collaborateur conduit le véhicule et la deuxième personne surveille le détenu.



16h30

Une dernière audition pour terminer la journée

Il y a deux sortes d'auditions : la première est une convocation suite à une enquête et la deuxième lorsqu'une personne vient de son plein gré pour porter plainte ou déclarer un vol. Ici, nous retrouvons le gendarme en train d'interroger un témoin dans le but de faire avancer une affaire concernant un accident de la circulation.

Crédit COVID : le point sur les fraudes

Les crédits transitoires proposés aux entreprises par la Confédération ont parfois fait l'objet de demandes abusives. Visite à la Brigade Financière pour en savoir plus.

@ Coralie Rochat

Le 25 mars 2020, afin de permettre aux entreprises d'obtenir les liquidités dont la crise du coronavirus les avait privées, le Conseil fédéral adoptait une ordonnance de nécessité pour l'octroi de crédits garantis par un cautionnement solidaire de la Confédération.

Dès le lendemain et jusqu'au 31 juillet suivant, grâce à un formulaire en ligne, il était possible pour les entreprises d'obtenir auprès de leur banque un crédit transitoire. Celui-ci pouvait s'élever à 10 % maximum de leur chiffre d'affaires annuel avec un plafond à 20 millions de francs. A l'échelon national et selon les données publiées début octobre, ce ne sont pas moins de 136'271 crédits qui ont été accordés pour un total de près de CHF 17 milliards, abstraction faite des montants déjà remboursés à cette date.

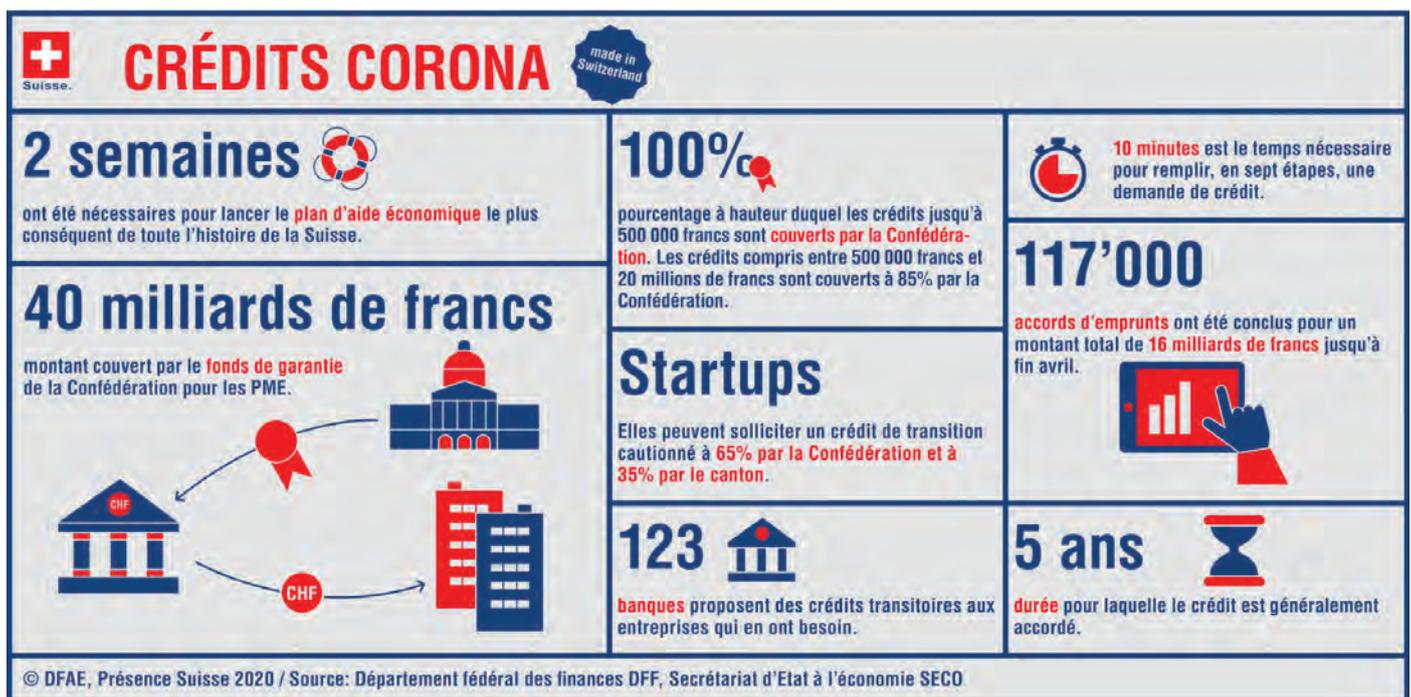
« Le formulaire pour l'obtention d'un crédit était à dessin laconique et rapide à remplir afin de permettre aux entreprises de recevoir de l'argent au plus vite pour rester à flot », explique l'inspecteur principal Yves Cosandey, remplaçant chef de la Brigade Financière. La facilité avec laquelle il était possible de requérir un prêt n'a pas attiré que des personnes honnêtes si bien que certaines demandes ont donné lieu à des poursuites pénales.

« Si les données figurant dans le formulaire étaient jugées suspectes par les banques, ces dernières demandaient la comptabilité des entreprises et essayaient de recueillir des précisions quant à

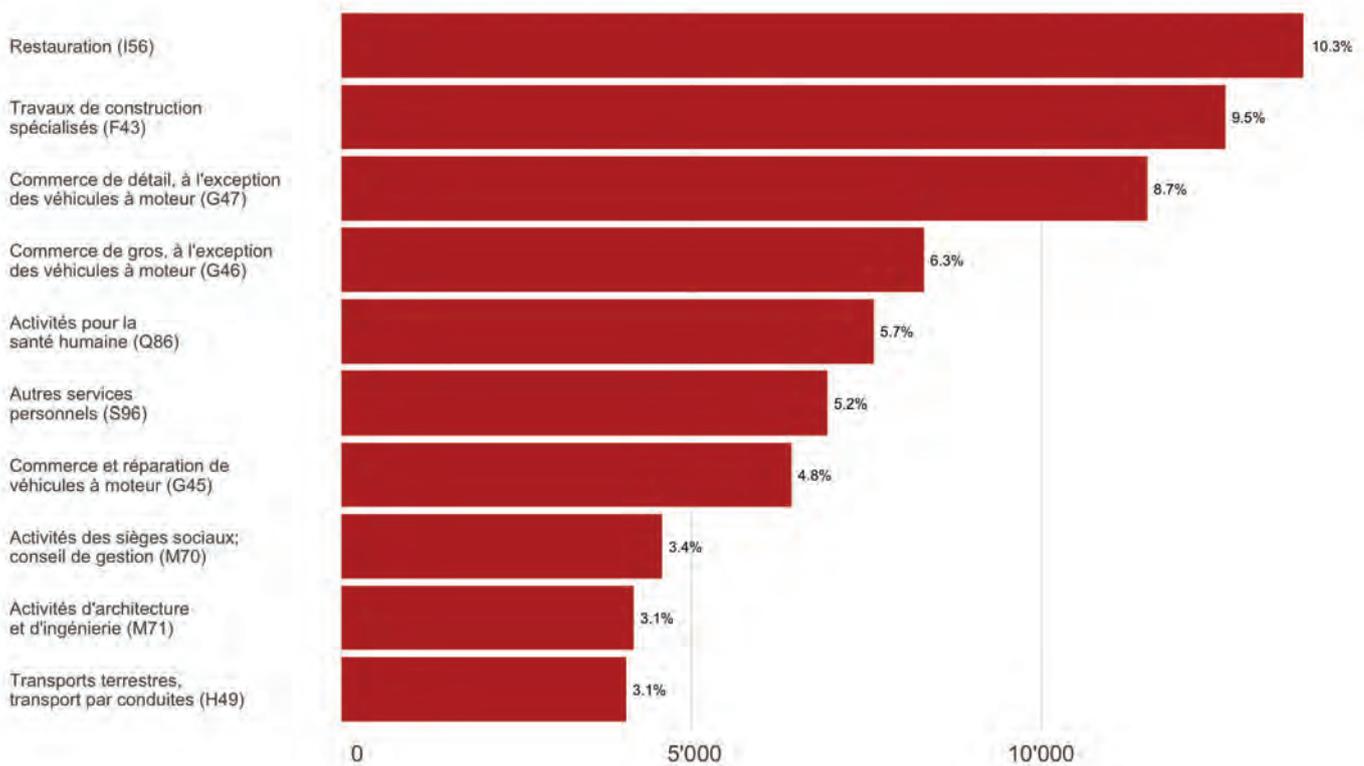
l'utilisation du crédit souhaité. En cas de doutes, les banques s'adressaient au Money Laundering Reporting Office Switzerland (MROS), soit le Bureau de communication en matière de blanchiment d'argent de l'Office fédéral de la police. Après analyse, le cas était ensuite dénoncé aux procureurs des cantons », ajoute Yves Cosandey.

Les premières enquêtes de la Brigade Financière de la Police cantonale vaudoise et des Régions judiciaires en lien avec les crédits remontent à la mi-mai. A fin septembre, 35 affaires impliquant 46 personnes et parfois plusieurs sociétés à la fois avaient été traitées ou faisaient encore l'objet d'une enquête. Les crédits demandés – et pas forcément obtenus – s'élèvent à près de CHF 11,9 millions. Et l'inspecteur principal de préciser : « Notre travail consiste à mener des auditions et à procéder à des perquisitions afin de retrouver la trace de l'argent ou de savoir de quelle manière il a été dépensé. Il s'agit aussi d'établir le chiffre d'affaire réel des sociétés incriminées. »

« Une grande partie des affaires sont toujours en cours et des dossiers liés aux crédits COVID nous sont régulièrement transmis. Ca n'arrête pas », témoigne l'inspecteur principal Yves Cosandey. Ainsi, au début de l'automne, les 20 enquêteurs de la Brigade Financière avaient encore du pain sur la planche !

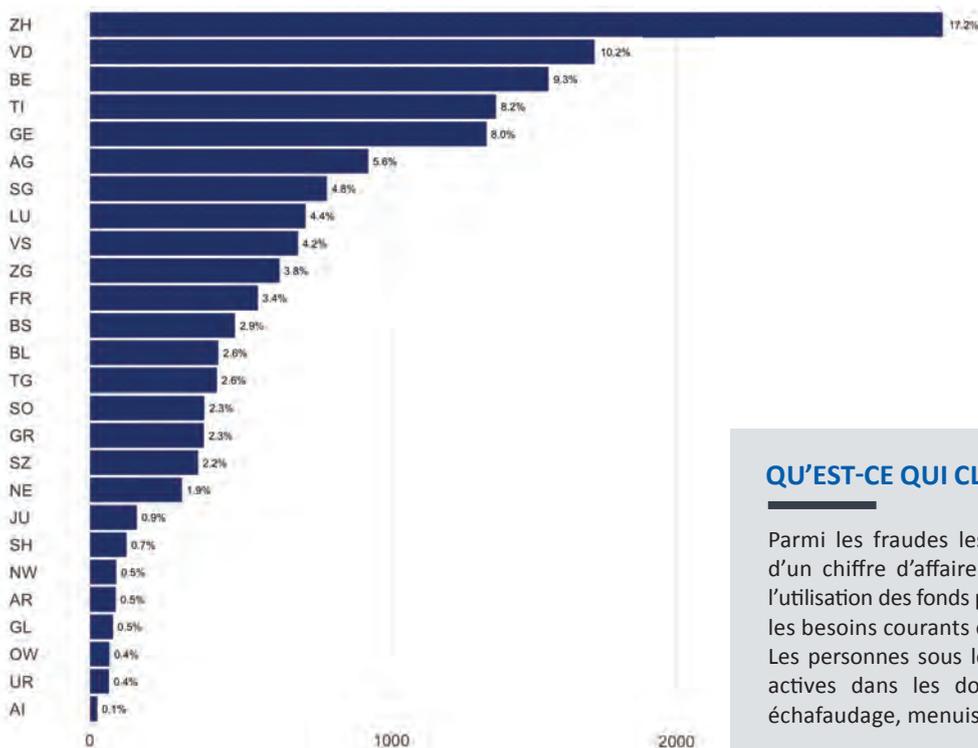


Top 10 des secteurs (division NOGA) par nombre de crédits



Les pourcentages se réfèrent au nombre total de crédits (pas seulement aux 10 premiers secteurs). covid19.easygov.swiss, Date : 26.08.2020

Volume de crédits par canton (en millions de CHF)



QU'EST-CE QUI CLOCHE ?

Parmi les fraudes les plus répandues, on trouve l'annonce d'un chiffre d'affaires ne correspondant pas à la réalité et l'utilisation des fonds pour tout autre usage que celui de couvrir les besoins courants en liquidité de l'entreprise.

Les personnes sous le coup d'enquêtes sont essentiellement actives dans les domaines de la construction (peinture, échafaudage, menuiserie) et de la restauration.

V O L V O

La voiture qui vous protège, comme vous protégez les vôtres.

La Volvo XC60 T8 Plug-in Hybrid.
La sécurité réinventée.

Pour nous, le plus important, c'est votre sécurité et celle de ceux que vous aimez. C'est pour cela que de nombreux systèmes de sécurité innovants sont proposés de série sur la Volvo XC60. Car nous avons tous parfois besoin de quelqu'un qui prenne soin de nous.

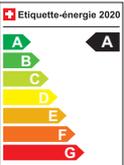
PRIME SUÈDE* **CHF 9'600.-**

Profitez dès maintenant d'une prime Suède attractive sur tous les modèles Volvo.

VOLVO SWISS PREMIUM®
SERVICE GRATUIT PENDANT 10 ANS/150 000 KM
GARANTIE COMPLETE PENDANT 5 ANS/150 000 KM

* Exemple : Volvo XC60 Recharge T8 Plug-in Hybrid Inscription 390 ch/288 kW. Prix catalogue CHF 80'800.- moins prime Suède de 12 % = CHF 71'104.-. Consommation de carburant : 2,4-2,8 l/100 km, Consommation moyenne d'électricité : 15,3-17,8 kWh/100 km, Émissions de CO₂ : 54-64 g/km. Catégorie d'efficacité énergétique : A. Offre valable jusqu'à nouvel ordre. Volvo Swiss Premium® avec service gratuit pendant 10 ans/150 000 kilomètres, garantie constructeur pendant 5 ans/150 000 kilomètres et réparations pour cause d'usure pendant 3 ans/150 000 kilomètres (au premier des termes échus). Valable uniquement chez les concessionnaires participants. Le modèle présenté dispose éventuellement d'options proposées contre supplément.

EMIL FREY CRISSIER | 1023 Crissier | Tel. 021-631 24 11
Chemin de Closalet 19 | www.emilfrey.ch/crissier



PLACE
À LA
MO-
BILITÉ

INOVIL réunit les parkings Riponne,
Rôtillon et Valentin.

INOVIL

Piétons, poussettes, personnes à mobilité réduite :
INOVIL vous fait de la place et porte vos courses.

La place libère l'esprit

Exercice coordonné gendarmerie IJM et Spéléo-Secours Suisse

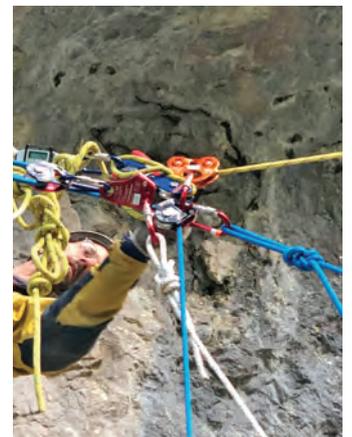
Depuis plusieurs années il existe une étroite collaboration entre le peloton montagne de la gendarmerie et Spéléo-Secours Suisse, à l'instar de qui se fait avec le Secours Alpin Romand (SARO). Cette collaboration a été mise à l'épreuve lors d'un exercice commun.

@ Yves Moser

Le 3 octobre 2020, le peloton montagne de la gendarmerie a été invité par Spéléo-Secours Suisse à participer à un exercice dans les gorges de Covatannaz en dessus de Vuiteboeuf. Malgré une météo hivernale, une quinzaine de participants se sont retrouvés de bon matin pour y participer. Le programme de la journée était bien rempli, il débutait par un rappel des règles COVID lors d'une intervention, suivi d'un chantier de révision des nœuds ainsi que d'une introduction pour utiliser du nouveau matériel. L'exercice s'est poursuivi par l'installation d'une main courante afin de sécuriser l'accès pour l'exercice principal : l'évacuation d'un blessé immobilisé dans une grotte. Cet exercice s'est déroulé en falaise, à l'air libre pour permettre aux participants de suivre son déroulement. Le gros du travail des secouristes a consisté à mettre en place des ancrages afin d'y fixer une tyrolienne et une corde de traction avec système de balancier. Pour les plus agiles, il s'agissait de grimper au moyen d'échelles de cordes et de percer la roche pour y placer des boucles métalliques, dit « spits », sur lesquelles venaient s'amarrer les cordes.

Une fois les amarrages posés, tout le système a été installé et mis sous tension, avant de lester le brancard avec des pierres... les volontaires ne se pressant pas au portillon pour s'y installer ! La maîtrise technique des secouristes a permis de lever le brancard et de le faire coulisser sur la tyrolienne au moyen de poulies et de bloqueurs. Tout irait dans le meilleurs des mondes si un grain de sable ne venait pas perturber le dispositif : impossible de déverrouiller la corde pour redescendre la civière. Mais c'était sans compter sur l'expérience des spéléologues qui ont trouvé une solution pour que l'exercice puisse continuer.

Puis, la journée s'est terminée par le démontage et le rétablissement du matériel. Lors du débriefing, il m'a été demandé de présenter notre travail d'intervenant judiciaire montagne (IJM) et de revenir sur notre intervention lors d'un accident de spéléologie qui s'est déroulé à Bière le 22 mai 2020, où un guide avait chuté dans une grotte glacée. Cela a amené à un réel partage, lequel s'est poursuivi durant la soirée qui a suivi à l'Alpage de Grange Neuve.



Regards sur les prisons en temps de pandémie

Dans le cadre du projet SPACE (Statistiques Pénales Annuelles du Conseil de l'Europe), l'Unité de recherche en criminologie de l'Ecole des sciences criminelles de l'Université de Lausanne (UNIL) s'est intéressé à l'impact du COVID-19 sur la population carcérale des pays membres.

@ Alessio Meli



Les Établissements de la plaine de l'Orbe (EPO)

Depuis 2002, le Conseil de l'Europe a placé le projet SPACE sous la responsabilité du Prof. Marcelo F. Aebi. Chaque année, l'Unité de recherche en criminologie de l'Ecole des sciences criminelles (ESC) de l'UNIL envoie un questionnaire aux administrations pénitentiaires des 47 pays membres du Conseil de l'Europe. Cette année, des questions supplémentaires ont été ajoutées afin de connaître l'évolution de la population carcérale aux différentes dates clés suivantes : 1^{er} janvier (avant la pandémie), 15 avril (1^{er} mois de confinement), 15 juin (fin du confinement) et 15 septembre (fin de l'été) 2020. Le Prof. Marcelo Aebi et la chercheuse Mélanie Tiago ont synthétisé les résultats dans deux articles parus en juin et novembre dernier. En mars, la plupart des pays européens ont imposé un confinement afin de lutter contre la pandémie. Cette situation particulière a offert

aux scientifiques une expérimentation naturelle unique pour tester une théorie criminologique qui a inspiré de nombreuses recherches à l'ESC : l'approche situationnelle. Selon cette théorie, la plupart des actes criminels nécessitent la convergence dans le temps et dans l'espace d'un délinquant potentiel, d'une cible propice et l'absence de gardien capable d'éviter les crimes. Le confinement a eu une influence importante sur la convergence dans le temps et l'espace de ces éléments.

Ainsi, avec la majorité de la population à la maison, les chances qu'un délinquant et une victime potentiels se rencontrent dans l'espace public se réduisent considérablement et la délinquance devrait suivre cette tendance. En revanche, le temps passé à la maison et sur internet augmente. Cela devrait se traduire par une augmentation de la criminalité liée à ces espaces. Pour mesurer l'impact du COVID-19



sur la population carcérale, la recherche mise en place par les chercheurs lausannois a analysé l'évolution du nombre de détenus aux dates clés mentionnées précédemment, soit entre janvier et septembre 2020. Durant cette période, la population carcérale de l'ensemble des administrations pénitentiaires ayant fourni des données est passée de 546'589 détenus à 512'222, soit une diminution de 6,3%.

Cette recherche a mis en évidence des résultats intéressants lorsque différents pays sont comparés. La plupart des administrations pénitentiaires présentent une diminution supérieure à 4% ou un taux de population carcérale resté stable (diminution ou augmentation de 4%) entre janvier et septembre 2020. Seules quatre administrations pénitentiaires ont connu une augmentation supérieure à 4%. Parmi celles-ci, la Suède est la seule à avoir également présenté une augmentation similaire entre janvier et avril.

Les explications à l'origine de cette tendance à la baisse ou à la stabilité sont multiples. Premièrement, comme mentionné précédemment, le confinement a réduit les opportunités liées à la criminalité traditionnelle et entraîné donc une baisse de la criminalité dans l'espace public. Cela a donc mené à une diminution des arrestations et ainsi des entrées en détention préventive. Cette explication est indirectement confirmée par le fait que la Suède, qui n'a pas imposé de confinement à ses citoyens, est également le seul pays à avoir connu une augmentation supérieure à 4% entre janvier et avril.

De plus, le système judiciaire a fonctionné au ralenti durant cette période. En effet, les magistrats ont été priés de rester à la maison au même titre que la quasi-totalité de la population. Cela a donc eu un impact sur le nombre de peines infligées par les tribunaux. Finalement, certains pays ont libéré de manière anticipée des détenus afin de limiter le risque de diffusion du virus. Ce projet a déjà fait l'objet de deux publications et la suite dépendra de l'évolution de la pandémie qui nous a désormais habitués à vivre dans l'incertitude.

PARCOURS ACADÉMIQUE ET DISTINCTIONS



Marcelo F. Aebi obtient ses diplômes d'avocat et de procureur en 1989 à l'Université de Buenos Aires. En 1996, il obtient un diplôme postgrade en criminologie à l'Institut de police scientifique et de criminologie rattaché à la Faculté de droit de l'Université de Lausanne. Il devient docteur en criminologie en 1999 grâce à une thèse portant sur la validité des indicateurs de la criminalité. Ce travail lui vaudra un prix de Faculté de Lausanne en 2000 et le prix Fernand Boulan de l'Association Internationale des Criminologues de Langue Française (AICLF) en 2002. Il part ensuite en Espagne durant 5 ans, pour revenir comme professeur à l'UNIL à la fin 2005, après avoir été professeur de criminologie à l'Université de Séville et à l'Université Autonome de Barcelone.



EQ POWER

Le meilleur de deux mondes.

La Classe C Break Plug-in-Hybrid.

Testez-la



INTER-AUTO
AIGLE - 024 468 04 54

GARAGE DE LA RIVIERA
LA TOUR-DE-PEILZ - 021 977 05 05

GARAGE DE L'ÉTOILE
REGENS - 021 633 02 02

MON REPOS AUTOMOBILE
LAUSANNE - 021 310 03 93

AUTO-RIVES
MORGES - 021 804 53 00

GARAGE DE LA PLAINE
YVERDON-LES-BAINS - 024 423 04 64

ÉTOILE AUTOMOBILE
CORTAILLOD - 032 729 02 90

L'ÉTOILE JURASSIENNE
DELÉMONT - 032 423 06 70

FAITES UN ESSAI !
www.essai-mercedes.ch

WWW.GROUPE-LEUBA.CH
facebook.com/groupe-leuba

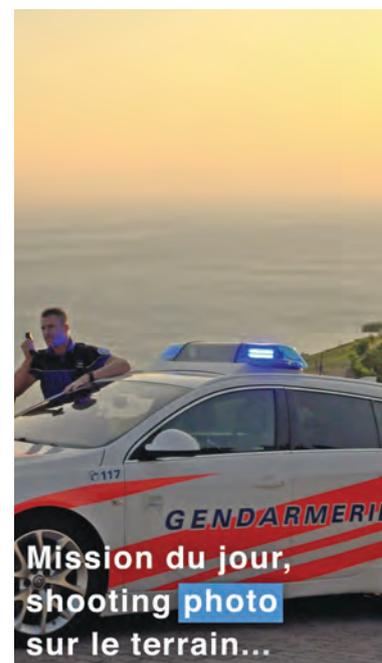
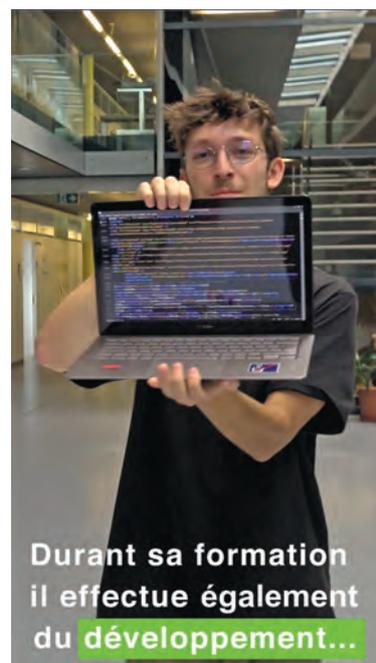
Depuis près de 14 ans, la Police cantonale vaudoise s'implique dans la formation d'apprentis

L'institution développe également les possibilités d'engagement de stagiaires de tous niveaux. Cette volonté affirmée contribue à assurer la relève dans différents secteurs d'activité, offre des possibilités de formation ou d'intégration dans le monde professionnel, tout en permettant l'engagement de forces de travail.

@ Florence Maillard

Pour la rentrée d'août 2021, il est prévu d'engager 6 nouveaux apprenti-e-s et stagiaires 3+1 avec une nouveauté : la création d'une place d'apprentissage de logisticien-ne en voie CFC. Pour favoriser la campagne de recrutement et toucher un maximum d'intéressés, les apprentis, mobilisés par la Direction des ressources humaines, ont imaginé et créé des vidéos attractives présentant les métiers concernés par les places d'apprentissage. Les collaborateurs des différents corps se sont volontiers prêtés au jeu des différents tournages et prises de vue. Ces vidéos seront diffusées sur les réseaux sociaux par le biais de story Instagram de la même manière que celles réalisées pour le recrutement des écoles d'aspirants.

Depuis 2006, la Police cantonale a formé (avec obtention de CFC et maturité commerciale) près de 54 personnes dont 16 sont toujours présentes en qualité de gendarmes / inspecteurs / gestionnaire de dossiers et assistante RH. Cela représente 30% des apprentis et stagiaires formés. Plusieurs gendarmes et inspecteurs ont débuté leur carrière comme apprenti ou stagiaire avant de postuler pour intégrer l'école d'aspirants. Selon la stratégie du Conseil d'Etat 2018-2022 concernant l'apprentissage, environ 70 places d'apprentissage devraient encore être créées au sein de l'Administration cantonale vaudoise d'ici à 2022.



ACTUELLEMENT, LES DOMAINES CONCERNÉS SONT

Apprenti-e-s et stagiaires 3+1 "maturité professionnelle commerciale" (effectif 2020 : 11 personnes)

- Commerce
- Médias et multimédias
- Electronique

Stagiaires post-licence (effectif 2020 : 5 personnes)

- Analyse stratégique / opérationnelle
- Communication et direction



EQUAL GAME



9^e Championnat d'Europe de Cyclisme de Police

Accepter le changement fait absolument partie du management moderne et actuel. Pour les organisateurs du 9^e Championnat d'Europe de Cyclisme de Police, la patience et la capacité à s'adapter aux mesures sanitaires et autres exigences sportives seront vraisemblablement les clés de la réussite de cette manifestation.

@ Daniel-René Pasche

Pour faire suite à la relance, nous allons donc travailler en endurance légère jusqu'à la fin de l'année, puis accélérer jusqu'à septembre 2021 et finir au sprint durant les quatre jours de la manifestation. Un bien beau programme de course qui exigera de tous, organisateurs, bénévoles et partenaires, une vélocité de qualité afin de trouver le plaisir nécessaire à construire des souvenirs ineffaçables.

Nos vœux ainsi formulés, nous devons nous remettre au travail pour développer la motivation essentielle à mener à terme le championnat d'Europe. La situation économique est inédite, difficile, et il est compréhensible de la part des patrons des entreprises qu'ils hésitent à investir dans une telle manifestation.

Notre responsabilité est de limiter au maximum les dépenses somptuaires par tous les moyens, légaux s'entend ! Nous devons convaincre les collectivités et les entrepreneurs privés de nous faire à nouveau confiance et de s'engager à nos côtés. En échange, nous leur offrirons une place de choix sur le parcours et la ligne d'arrivée. Ces démarches peuvent paraître rébarbatives à certains.

Nous pensons au contraire qu'elles sont fondatrices de notre objectif qui est d'organiser cet événement. Événement unique en Suisse, nous le rappelons !

Les responsables de l'Union Sportive des Polices d'Europe ont de leur côté accepté de baisser leurs exigences traditionnelles en matière de logement et partageront le casernement avec les participants. Nous les remercions très sincèrement pour ce geste de solidarité en cette période délicate économiquement. Et nous leur souhaitons de vivre ce championnat d'une autre manière, plus simple, plus humaine, plus proche des sportifs et des organisateurs.

Finalement, organiser ces courses est une véritable compétition d'endurance comme présenté en préambule. Nous devons cependant en garder « sous la pédale » pour terminer « à bloc » le sourire aux lèvres. Et pour cela, nous avons encore besoin de vous, de votre générosité et nous ne manquerons pas de vous solliciter à nouveau ces prochains mois !



L'officier sport de la Polcant passe la main : « J'aimerais commencer une collection de timbres sur le thème du sport ! »

L'un s'en va, l'autre arrive. Le commissaire Daniel-René Pasche, actuel officier sport de la Police cantonale, passe le témoin au fraîchement promu capitaine Steve Demierre. Interview décalée de deux amateurs de sport, chacun à sa manière.

@ Propos recueillis par Alexandre Bisenz

Au fond, ne trouvez-vous pas que le sport, ça ne sert à rien ?

Dan Pasche : Absolument, cela n'a aucune utilité, ça prend du temps, on peut se blesser et cela ramène l'humain à son stade néanderthalien... Sans sport, tu as beaucoup plus de temps pour faire d'autres choses. Moi par exemple, j'aimerais bien commencer une collection de timbres. A part ça, j'aime bien citer Yves Mirande qui a dit : « Mon sport favori est la sieste ! » (rires)

Steve Demierre : Même chose pour moi ; jeune, à part le sport à l'école (où d'ailleurs j'étais très mauvais...), je ne faisais aucune activité physique et il ne fallait pas m'en parler. Plus tard, au début de mon apprentissage de police, j'ai même failli me faire renvoyer parce que mon niveau sportif était nul, et que je tirais mal. Je me suis alors résigné à me bouger, mais, ne sachant pas vers quel sport me tourner, j'ai commencé les sports de combat, enchaîné avec du triathlon pour ensuite me tourner vers le pentathlon police. Parmi les 5 disciplines (tir, natation, lancer du poids, saut en longueur et course à pied), celle où j'avais le plus de facilité était le tir de précision. J'ai poursuivi dans cette voie. Avec le recul, je vois que le tir m'a énormément apporté, tant sur le plan physique que personnel. Donc oui le sport, en soi, ça ne sert à rien, mais chacun peut y puiser des forces pour progresser.

DP : J'ai aussi essayé le foot. Mais pour un grand myope même distribuer le thé était difficile ! Je me suis mis un peu par hasard au cyclisme. Disons que le seul aspect que je trouvais intéressant dans ce sport c'est que, si on y réfléchit bien... à chaque tour de roue, on vit une révolution ! Et sans révolution, l'Homme n'apprend rien ! (autres rires)

Donc le sport, ça ne sert à rien... mais on peut y trouver son compte ?

SD : C'est ça. Et le rôle que j'aimerais endosser, en reprenant la fonction de Dan, c'est de le faire découvrir ou redécouvrir à ceux qui n'en font pas. Mais non pas en recherchant la performance, mais en y prenant du plaisir.

DP : Oui, c'est important. Ici à la Police cantonale, le sport est quasiment perçu comme une forme de religion. Et comme dans toutes les religions, il y a des extrémistes, des fidèles, des groupes plus ou moins hermétiques aux autres. C'est un peu dommage. Mais surtout, par-dessus tout, il y a cette maladie chronique de la recherche de la performance. Personnellement, je trouve que

cela nuit à la pratique du sport. Le plaisir abandonne alors sa place à l'obsession du résultat, à un rang dans un classement. Dès lors que l'on ne retient que les trois premiers, tous les autres sont oubliés et cela ne sert que les anecdotes. (rires, mais pas que...)

SD : Oui, je pense également que la recherche de la performance ôte tout plaisir. Si je prends mon exemple, mon entraînement intensif au tir sportif m'a parfois empêché de voir du monde, de sortir ou simplement d'aller au resto avec des amis... mais bon quand on a un objectif en tête il faut faire des concessions pour y parvenir.

Etes-vous heureux de céder votre poste d'officier sport à Steve Demierre ?

DP : Oui, il est temps de laisser la place aux jeunes ! Mais je tiens à dire que j'ai aimé passionnément cette fonction. A titre personnel, je ne suis pas un grand sportif, mais j'ai toujours apprécié aider les autres à en pratiquer lorsqu'ils en avaient besoin. J'aime bien me mettre au service du collectif, trouver des solutions, motiver pour passer de bons moments. De plus, cette fonction m'a permis de côtoyer de nombreuses personnes que je n'aurais pas rencontrées autrement et essentielles dans la réussite de nos activités, comme tous les travailleurs de l'ombre, de la reprographie à la division communication, des services techniques au matériel roulant ou encore de nombreuses assistantes qui m'ont aidé dans mes tâches et qui se reconnaîtront. J'ai aussi découvert de nombreuses activités sportives moins traditionnelles pour moi comme le handball, le judo, le saut d'obstacle et le crossfit. Toujours avec plaisir. Je suis aussi très content d'avoir pu partager avec les nombreux responsables de clubs de la Polcant et avec les collègues athlètes ou sportifs populaires.

SD : Oui, je reprends le flambeau dès le 1^{er} janvier 2021. J'aimerais que mon passage soit marqué par le fait d'avoir donné envie à de nombreux collègues de rechausser leurs baskets.

Donc selon vous, l'officier sport doit faciliter et promouvoir, c'est bien ça ?

DP : Oui, l'officier ne doit pas seulement superviser les congés ou les budgets, il doit également inciter les autres à se lancer, à prendre des postes à responsabilité dans les associations et à ne pas hésiter à renoncer quand cela est nécessaire. Nous avons une immense chance, à la Police cantonale, d'être soutenus et même encouragés dans ce domaine par notre commandant et son EM.

SD : Nous avons, dans notre institution, des sportifs de très haut niveau et de l'autre des collaborateurs qui hésitent à se lancer ou à reprendre une activité. J'aimerais parvenir à les convaincre que le sport ne se réduit pas à la souffrance physique d'un entraînement trop poussé ou à la compétition. Prendre son vélo, marcher en forêt ou en montagne, skier ou s'initier à l'escalade sont autant d'occasions de s'amuser et de prendre soin de soi.

DP : De plus, je rappelle que notre institution octroie du temps à ses collaborateurs pour cela. C'est un cas assez unique, en tout cas dans le monde policier suisse.

SD : Quand je prendrai mes fonctions, j'aimerais, si les conditions le permettent, organiser des événements sportifs dans lesquels la notion de compétition soit mise de côté. Ces événements permettront aux gens qui d'habitude ne se côtoient pas, de faire connaissance tout en sortant de leur bureau. Pour inciter les personnes qui hésitent à se lancer, je ferais une autre citation : « Je ne perds jamais, soit je gagne, soit j'apprends », elle vient de Nelson Mandela.



STEVE DEMIERRE

Fraîchement promu capitaine, est membre de la Fédération sportive suisse de tir. Son palmarès, impressionnant, est le suivant :

- 24 titres de champion suisse
- 3 podiums en Coupe d'Europe
- 2 top 15 aux championnats d'Europe
- 1 top 10 en coupe du monde

Prochaine étape, les JO de Tokyo en 2021. Mais la lutte sera rude : il ne reste qu'une place à prendre pour les équipes européennes. Et il y a du monde sur le coup...



DANIEL-RENÉ PASCHE

Actuel chef de la Brigade Financière. Commissaire, il a endossé la responsabilité d'officier sport en 2000 et passera le flambeau à son successeur le 1^{er} janvier 2021.

Amateur de sport en général mais de cyclisme en particulier, il a aidé à l'organisation de nombreuses compétitions corporatives policières dans le canton de Vaud et a pris en charge l'organisation du 9^{ème} Championnat d'Europe de Cyclisme de la Police qui, si les conditions le permettent, aura lieu à Chamblon au mois de septembre 2021.

Il a la particularité de ne jamais avoir gagné aucun titre individuellement ou en équipe. Peu lui importe, il a œuvré très tôt dans des comités au FC Prilly Sport, au VCPCV et au Cyclophile Lausannois, toujours avec le souci d'ajuster les objectifs des clubs à leurs ressources.



Plus qu'un système d'alarme...

- ✓ Étude de sécurité gratuite
- ✓ Consultation personnalisée de votre foyer
- ✓ Un seul interlocuteur pour votre système d'alarme, sa révision et l'intervention



**Un concept de sécurité « all inclusive »
pour votre foyer !**

Demandez aujourd'hui votre offre gratuite
sur **www.securitas-direct.ch**
ou au **0899 80 85 90**